



CERTIFIE ISO 9001

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

DIRECTION GENERALE

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°007/ASMI/FEICOM/DG/2025
DU 11 MARS 2025

POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX COMPTABLES, EN VUE DE L'AUDIT DES
COMPTES DES EXERCICES 2025, 2026 et 2027 DU FEICOM

1-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale en abrégé « FEICOM », Etablissement Public à caractère économique et financier depuis le décret 2018/635 du 31 octobre 2018 portant réorganisation du FEICOM est l'instrument de promotion du développement économique local de l'Etat. Il convient de relever qu'il vient modifier certaines dispositions des décrets n° 2006/182 du 31 mai 2006 et 2000/365 du 11 décembre 2000, en consacrant davantage la fonction d'intermédiation financière au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées. Cette prérogative a incité le FEICOM à rechercher dans le cadre de la coopération Financière Internationale, des partenariats dans le but d'aider lesdites municipalités camerounaises à trouver d'autres ressources alternatives pour faire face aux problèmes de développement.

Plusieurs bailleurs de fonds nationaux à l'instar du Crédit Foncier et internationaux (KfW, BAD, AFD et UE) ont ouvert des lignes de crédits au FEICOM pour les Collectivités Territoriales Décentralisées et d'autres sont en voie de le faire. A titre d'exemple, Il a été signé le 04 décembre 2012, dans le cadre de la coopération germano-camerounaise, un contrat de financement du Programme de Décentralisation FEICOM-Villes Moyennes avec la KfW, banque allemande de développement mise en application par l'ouverture au FEICOM de nouveaux guichets de financement destinés aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Le FEICOM pour garantir à ses clients la qualité de l'information financière suivant les exigences de régularité, de conformité et de sincérité, s'est engagé depuis quelques années dans un processus de fiabilisation de ses comptes. Cette activité inscrite dans le plan d'actions prioritaire du FEICOM pour le compte du triennat 2019-2021, est une étape décisive dans la mise en place amorcée du projet de la comptabilité à partie double qui est une option forte de l'organisme.

En outre, l'évolution réglementaire tant au niveau national que sous régional pour ce qui est des outils et méthodes de présentation des comptes et procédures de comptabilité, invite les entités étatiques et leurs démembrements à migrer progressivement vers les outils et méthodes de comptabilité privée. Ainsi a-t-on assisté à une diffusion des nouvelles Directives du Cadre harmonisé de gestion des finances publiques notamment celle portant sur la transparence et la gestion des finances publiques, la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance et la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime Financier de l'Etat et des autres Entités Publiques.

Aussi, dans un souci de transparence vis-à-vis de ses potentiels bailleurs de fonds et de la fiabilité de sa comptabilité pour une certification conséquente tout en tenant compte de ses spécificités, le FEICOM envisage un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence. A cet effet, en vue d'une sélection des cabinets pouvant le rassurer dans la présentation fidèle, sincère et conforme de ses comptes, il fait publier le présent Avis de Sollicitation à manifestation d'intérêt

2. Objet de la prestation

Le Directeur Général du FEICOM, Maître d'Ouvrage, lance un avis de sollicitation à manifestation d'intérêt en vue de la pré-qualification des Cabinets comptables ou d'audit pour l'audit des comptes du FEICOM pour les exercices 2025, 2026 et 2027.

Cet audit devra permettre d'exprimer une opinion professionnelle, indépendante sur la situation financière et aboutir à la certification des comptes du FEICOM.

-3. Nature et consistance des prestations

La présente mission est contractuelle, et a pour objectif de procéder à l'audit comptable et financier des comptes du FEICOM pour le compte des exercices 2025, 2026 et 2027 du FEICOM. Cette mission permettra sur la base des référentiels et normes en vigueur d'apprécier le niveau de conformité de la gestion budgétaire comptable et patrimoniale, les procédures de comptabilisation, la tenue des comptes à l'effet de s'assurer de la capacité de l'organisme à avoir une comptabilité fiable, à sauvegarder ses actifs. Cette mission permettra in

fine, de formuler une opinion sur la sincérité, la régularité et la conformité des états financiers des exercices 2025, 2026 et 2027.

La prestation se fera en deux étapes :

Etape 1 : Elle consiste en la rédaction d'un rapport diagnostic sur le dispositif interne notamment, avec des orientations et des recommandations d'amélioration pour s'assurer de la maîtrise du fonctionnement de l'organisme et de la sauvegarde des actifs.

Etape 2 : Le cabinet devra :

- « Juger » en professionnel si les options choisies par le FEICOM dans sa gestion comptable, budgétaire et financière d'une part, et dans son dispositif de contrôle interne d'autre part, respectent la loi et les normes tant nationales que communautaires.
- Vérifier les valeurs et les documents comptables de l'organisme et contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur dans les EP ;
- Vérifier l'adéquation et l'efficacité du système comptable et du système de contrôle interne dans son ensemble avec son référentiel et les normes en vigueur ;
- Analyser les documents qui concourent à la tenue de la comptabilité budgétaire ;
- Contrôler les enregistrements comptables et les traitements comptables subséquents ;
- Contrôler les logiciels utilisés et leurs fonctionnalités ;
- Vérifier la concordance entre le compte de gestion en chiffres et le compte de gestion sur pièces ;
- Vérifier la concordance entre les comptes utilisés et leur affectation ;
- Vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels (compte administratif et compte de gestion et le compte de gestion matières).
- Rédiger un rapport général à la fin de chaque exercice qui relate l'accomplissement de sa mission et formule son opinion sur les comptes annuels et fait une synthèse sur la régularité, la sincérité et la conformité de la comptabilité.

4- Conditions de participation

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt s'adresse aux cabinets d'audit ou comptables reconnus par l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA).

5- Critères de qualification ou d'évaluation

5.1 critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif incomplet ;
- b) Note technique inférieure à 70% ;
- c) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- d) Présence d'un CV d'un même expert dans plusieurs dossiers ;
- e) Absence de l'inscription à l'ONECCA.

5.2 Critères essentiels :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références du Cabinet pour des missions similaires ;
- c) Références du personnel clé ;
- d) Composition de l'équipe ;
- e) Moyens logistiques.

6- Dossiers administratif et technique

Pour le Dossier Administratif, les pièces administratives suivantes sont requises :

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;

- Une expédition des actes constitutifs du Cabinet ;
- Un certificat de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- Une copie certifiée de l'attestation d'immatriculation ;
- Une copie de l'attestation de conformité fiscale ;
- un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la Commune du lieu de l'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit;
- Une attestation de non faillite délivrée par la Chambre de Commerce ou le Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'entreprise ;
- Une attestation de soumission CNPS.

** NB : Toutes les pièces fiscales devront être datées de moins de trois mois.*

Pour le Dossier Technique, les documents ci-dessous doivent être produits :

a) Chaque Cabinet fournira :

- Un dossier de références techniques présentant les références d'au moins cinq (05) activités similaires réalisées au cours des cinq dernières années, présentant : le projet, le commanditaire, le coût des prestations, les procès-verbaux de réceptions ou de recette.
- une note présentant l'organisation de l'équipe comportant diverses compétences : un expert en finance publique, un expert en système d'information, un expert en comptabilité et deux auditeurs seniors et les moyens logistiques à disposition (moyens matériels, etc.)

b) l'expert-comptable agréé fournira :

- Un curriculum vitae signé et daté;
- Une copie certifiée conforme du diplôme ;
- Une attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- une attestation d'inscription aux ordres professionnels.

c) Les autres experts et personnels de l'équipe fourniront :

- un curriculum vitae daté et signé;
- Une copie certifiée conforme des diplômes ;
- Une attestation de présentation de l'original des diplômes.

Critères d'évaluation du Dossier technique

Critères d'évaluation	Répartition	Points	
		Nombre	Sous total
Références du Cabinet	Expérience dans les prestations similaires (5 projets et 5 pts par projet)	25 pts	50 pts
	Expérience du Chef de mission (au moins 5 ans pour ce type d'activité)	5pts	
	Diversification des compétences au sein du cabinet (05 spécialisations et 4 pts par spécialisation)	20pts	
Compétence et capacité du personnel présenté par le Cabinet	Formation spécifique adéquate des experts par rapport à la mission 3 pts par expert	15 pts	35 pts
	Diplôme certifié conforme par une autorité+ CV (1. pt par p.a bien présenté)	05 pts	
	Adéquation des références des experts avec la mission (03 références)	15 pts	
Moyens logistiques	Mobiliers de bureaux (matériels informatiques et autres)	5 pts	5 pts
Présentation du Dossier	Respect de l'ordre d'apparition des critères d'évaluation	5 pts	10 pts

	Insertion du sommaire	3pts	
	Présentation générale de l'offre	2 pts	

7. Durée de la mission

La période de la mission est sur trois (03) ans et d'une durée de 30 jours à la fin de chaque semestre de l'année. Des ordres de service seront notifiés par l'Ingénieur du Marché à la fin de chaque période. Les rapports provisoires seront produits et validés dans les trente-cinq (35) jours suivant le semestre et le rapport final devra tenir sur quarante jours au maximum.

8. Financement

Les prestations objet du présent Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt seront financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale, Exercices 2025 et suivants.

9. Mention à inscrire :

Les dossiers de manifestation d'intérêt devront parvenir en cinq exemplaires en français ou en anglais, sous pli fermé, à l'adresse ci-après, au plus tard le **13.1. MARS 2025** à 10 heures, avec la mention suivante :

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°007 /ASMI/FEICOM/CIPM/ 2025 DU 1.1. MARS 2025 POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX COMPTABLES, EN VUE DE L'AUDIT DES COMPTES DES EXERCICES 2025, 2026 et 2027 ».

10- Adresse de dépôt des candidatures et renseignements complémentaires :

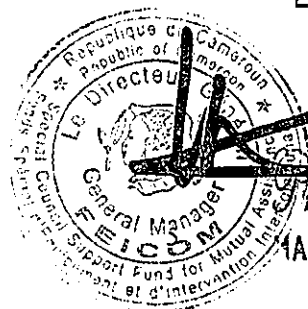
DIRECTION GENERALE DU FEICOM
 Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Comptabilité et du Patrimoine
 (Service des Marchés et Approvisionnements), Porte 11, Poste 217
 Quartier Mimboman
 BP 718 Yaoundé, FEICOM Rue 4.565, Mimboman Yde 4^{ème}
 Cameroun
 Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- AFFICHAGE (pour information) ;
- Chronos/Archives.

Yaoundé, le _____

Le Directeur Général du FEICOM,



Philippe Camille Akca
 MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



ISO 9001/14001 CERTIFIED

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

HEAD OFFICE

"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No ~~07~~⁰⁷/ASMI/FEICOMDG/2025 OF
11 MARS 2025
FOR THE PRE-QUALIFICATION OF ACCOUNTING FIRMS TO AUDIT FEICOM'S ACCOUNTS
FOR THE 2025, 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS

1-BACKGROUND AND RATIONALE

The Special Council Support Fund for Mutual Assistance, abbreviated "FEICOM", a public economic and financial establishment governed by Decree No.2018/635 of 31 October 2018 reorganising FEICOM, is State's instrument for the promotion of the local economic development. It should be noted that this Decree supplements and amends certain provisions of Decrees No.2006/182 of 31 May 2006 and 2000/365 of 11 December 2000, by further establishing the function of financial intermediation for the benefit of Regional and Local Authorities. This prerogative has prompted FEICOM to seek partnerships within the framework of international financial cooperation, with the aim of helping Cameroonian Councils to obtain other alternative resources with which to address development problems.

Several national donors such as the Cameroon Housing Loan Fund and international donors such as KfW, ADB, AFD and the EU have opened lines of credit for FEICOM intended for funding of the projects of Regional and Local Authorities (RLAs) and others are in the process of doing so. For instance, on 04 December 2012, within the framework of the Germany-Cameroon cooperation, a financing contract was signed for the FEICOM-Medium Cities Decentralization Programme with KfW which is the German development bank. This agreement is being implemented at FEICOM by opening new financing windows for RLAs. In order to guarantee the quality of financial information provided to its customers in keeping with the requirements of regularity, conformity and sincerity, FEICOM has embarked for several years on a process of improving the reliability of its accounts. This activity, which is included in FEICOM's priority action plan for the 2019-2021 triennium, is a decisive step in the implementation of the initiated double-entry accounting project, which is a strong option for the organization.

In addition, regulatory developments at the national and sub-regional levels with regard to the tools and methods for presenting accounts and accounting procedures, call on state entities and their branches to gradually adopt private accounting tools and methods. Consequently, the new Directives of the Harmonised Framework for Public Finance Management were disseminated, especially the one relating to the transparency and public finance management, Law No.2018/011 of 11 July 2018 to lay down the Cameroon Code of Transparency and Good Governance in public finance management and Law No.2018/012 of 11 July 2018 relating to the fiscal regime of the State and other public entities.

Also, in order to ensure transparency towards its potential donors and the reliability of its accounts for a consequent certification while taking into account its specificities, FEICOM has decided to launch a Restricted National Call for Tenders using the emergency procedure. To this end and with a view to selecting firms that can ensure that the Organization presents faithful, sincere and accurate accounts, FEICOM is publishing this Call for the Expression of Interest

2. Purpose of the service

The General Manager of FEICOM, Project Owner, hereby launches a call for expression of interest for the pre-qualification of accounting or auditing firms to audit FEICOM's accounts for the 2025, 2026 and 2027 financial years.

This audit is expected to result in the expression of a professional, independent opinion on the financial situation and lead to the certification of FEICOM's accounts.

3. Nature and content of the services

This mission is contractual, and its aim is to carry out the accounting and financial audit of FEICOM's accounts for the 2025, 2026 and 2027 financial years. Based on the reference systems and standards in force, this mission will make it possible to assess the level of compliance of the budgetary, accounting and asset management, the accounting procedures, and bookkeeping in order to ensure the organization's capacity to have reliable accounts and to safeguard its assets. In the final analysis, this mission will result in the formulation of an opinion on the sincerity, regularity and conformity of the financial statements for the 2025, 2026 and 2027 financial years.

The service will be provided in two stages:

Step 1: This involves drafting the diagnosis report on the internal arrangements alongside the guidelines and recommendations for improvement to ensure that the organization's functioning is under control and that its assets are safeguarded.

Step 2: The auditing firm is expected to:

- "Judge" from the professional standpoint whether the options chosen by FEICOM in its accounting, budgetary and financial management as well as in its internal control system, comply with national and community laws and standards.
- Verify the values and accounting documents of the organization and check the conformity of its accounts with the rules in force in public establishments;
- Verify the adequacy and effectiveness of the accounting system and the internal control system as a whole with its reference framework and the standards in force;
- Analyse the documents that contribute to the keeping of the budgetary accounts;
- Check the accounting records and subsequent accounting processing;
- Check the software used and its functionality;
- Check the consistency between the figures of the management account and the supporting documents;
- Verify the consistency between the accounts used and their allocation;
- Verify the sincerity and consistency with the annual accounts (administrative account and management account and the stores management account).
- Write a general report at the end of each financial year which highlights the accomplishment of its mission and formulates its opinion on the annual accounts and makes a synthesis on the regularity, sincerity and conformity of the accounts.

4- Conditions of participation

This call for expression of interest is open to auditing or accounting firms recognised by the National Order of Chartered Accountants of Cameroon (ONECCA).

5- Qualification or evaluation criteria

5.1 Elimination criteria:

- a) Incomplete administrative file remained 48 hours after the opening of bids;
- b) Technical score below 70%;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Presence of the CV of the same expert in several files;
- e) Absence of registration with ONECCA.

5.2 Essential criteria:

- a) General presentation of the bid;
- b) References of the Firm for similar assignments;
- c) References of key personnel;
- d) Composition of the team;
- e) Logistics.

6- Administrative and technical files

For the administrative file, the following administrative documents are required:

- A stamped letter of expression of interest;
- A copy of the founding acts of the firm;
- An attestation of non-exclusion from public contracts issued by ARMP;

- A certified copy of taxpayer's attestation;
- A copy of the attestation of tax compliance;
- Certified location plan on the honour indicates the council, the name of the neighbourhood and the name place of the enterprise;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Chamber of Commerce or the Court Registry of the place of the company's head office;
- A clearance issued by NSIF.

* NB: All tax documents must have been issued within the last three months.

For the Technical File, the following documents must be provided:

a) Each consultancy firm should provide:

- A file of technical references containing the references of at least five (05) similar activities carried out within the last five (05) years, indicating the project, the client, the cost of the services, the acceptance reports or payment receipt
- A memo presenting the organisation of the team, comprising various skills: an expert in public finance, an expert in information systems, an expert in accounting and two senior auditors, and the logistical means available (equipment, etc.)

b) the certified chartered accountant will provide :

- A signed and dated curriculum vitae;
- A certified true copy of the required certificate;
- An attestation of presentation of the original diploma;
- An attestation of registration with the various orders.

c) The other experts and staff in the team will provide:

- A dated and signed curriculum vitae;
- A certified true copy of the certificates;
- An attestation of presentation of the original diplomas.

Evaluation criteria of the technical file

Evaluation criteria	Distribution	Points	
		Number	Sub-total
References of the consultancy firm	Experience in similar services (5 projects and 5 points per project)	25 pts	50 pts
	Experience of the Team Leader (at least 5 years in this type of activity)	5 pts	
	Diversification of skills within the auditing firm (05 specialisations and 4 pts per specialisation)	20 pts	
Competence and capacity of the staff presented by the firm	Specific training of experts in relation to the mission 3 pts per expert	15 pts	35 pts
	Diploma certified by an authority + CV (1. pt for each properly presented diploma and CV)	05 pts	
	Adequacy of the experts' references with respect to the mission (03 references)	15 pts	
Logistics	Office furniture (computer and other equipment)	5 pts	5 pts
Presentation of the file	Respect of the order of appearance of the evaluation criteria	5 pts	10 pts
	Insertion of the Table of contents	3 pts	
	General presentation of the bid	2 pts	

7. Duration of the mission

The mission shall last for three (03) years including a duration of 30 days at the end of each semester of the year. Service orders will be issued by the Contract Engineer at the end of each period. Interim reports shall be produced and validated within thirty-five (35) days following the end of the semester while the final report shall be submitted within at most forty days.

8. Financing

The services covered by this call for expression of interest will be financed by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance, Financial Year 2022 and subsequent financial years.

9. Indication to include:

Five (05) copies of the expression of interest files in a sealed envelope in French or English must reach the address below, no later than 31 MARS 2025 at 10:00 a.m. with the following indication:

"CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST No. 007/ASMI/FEICOMDG/2025 OF 31 MARS 2025
FOR THE PRE-QUALIFICATION OF ACCOUNTING FIRMS TO AUDIT FEICOM'S ACCOUNTS FOR THE
2025, 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS".

10- Address for submitting applications and for obtaining further information:

FEICOM HEAD OFFICE

Financial Resource Mobilisation, Expenditures and Accounting Department (DMRFDC), Procurement and Supplies Service (SMA), Room 11, Extension 217
Mimboman neighbourhood,

P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM Street 4.565 Yaoundé IV
Cameroon

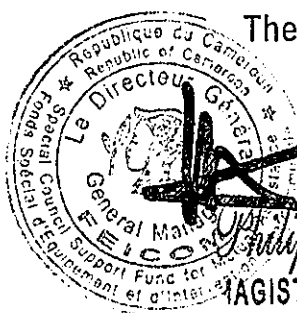
Tel.: (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Copies:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving)
- Notice board (for information)
- Files/Archives

Yaoundé, on 31 MARS 2025

The General Manager of FEICOM,



Philippe Camille Akca
AGISTRAT HORS-HIERARCHIE